

Specimen of Switzerland's form of providing proof of sponsorship and/or private accommodation



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Représentation suisse / Autorité compétente en matière de migration / Organe de contrôle à la frontière

N° ORBIS 1
N° ORBIS 2
N° ORBIS 3

Une assurance médicale de voyage
souscrite par le garant au nom du visiteur
est exigée

Oui Non

Timbre

Déclaration de prise en charge (articles 7, 8 et 9 de l'ordonnance sur l'entrée et l'octroi des visas, OEV, RS 142.204)

Veuillez lire attentivement les instructions. Utiliser un stylo à bille bleu ou noir et écrire en lettres majuscules.

1. Visiteur/s* (bénéficiaire/s de la garantie)

A remplir par la (les) personne(s) invitée(s)

Nom :	1	2	3
Prénom(s) :	1	2	3
Date de naissance (Jour/mois/année) :	1	2	3
Nationalité(s) :	1	2	3
N° de passeport :	1	2	3
Rue, n° :	1.....	2.....	3.....
Lieu / Pays :	1	2	3

Séjour prévu duau, soitjours.

*Pour les familles ou groupes de plus de 3 personnes, mais au maximum 10 personnes, veuillez inscrire les données des autres visiteurs sur le feuillet additionnel prévu à cet effet.

2. Garant/e

A remplir par la (les) personne(s) invitée(s) et à compléter et à signer par le/la garant/e

Nom :	Prénom :	Date de naissance :
Nationalité :	Titre de séjour :	<input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C N° SYMIC :
Rue, n° :	NPA, Lieu :	

Déclaration du/de la garant/e: Je m'engage / Nous nous engageons à assumer, jusqu'à concurrence de 30 000 francs suisses, les frais de subsistance non couverts à charge des autorités compétentes de la Confédération, des cantons et des communes ou de fournisseurs privés de prestations médicales occasionnés pendant le séjour de la/des personne/s mentionnée/s sous chiffre 1 (frais d'accident, de maladie et de retour compris). La déclaration de prise en charge est irrévocable. J'accepte/nous acceptons les autres conditions exposées au verso de ce formulaire.

Le/la garant/e :

Lieu :

Date :

Signature :

Le/la conjoint/e :

Le/la partenaire enregistré/e :

Lieu :

Date :

Signature :

3. Préavis du service cantonal ou communal compétent

Le service compétent déclare qu'à son avis, le/la garant/e est à même de respecter ses engagements financiers:

Oui Non

Si une assurance médicale de voyage souscrite par le garant au nom du demandeur de visa est exigée (cf. rubrique en haut à droite), le service compétent déclare que cette assurance médicale de voyage est adéquate au sens de l'art. 10, al. 1 OEV:

Oui Non

Observations:

Signature et timbre :

La déclaration de prise en charge n'est valable que si elle est munie du timbre officiel et de la signature du service cantonal ou communal compétent ou d'un organe de contrôle à la frontière.

4. Etendue de la déclaration de prise en charge et indications importantes

- Pour contrôler les conditions d'entrée et les modalités du séjour de l'étranger, les autorités compétentes en matière d'autorisation peuvent exiger la présentation d'une déclaration de prise en charge signée par une personne physique ou morale solvable en Suisse (ci-après le garant). Peuvent se porter garants des ressortissants suisses ou de la Principauté de Liechtenstein résidant dans ces deux Etats, ainsi que des étrangers titulaires d'une autorisation de séjour (art. 33 de la loi fédérale sur les étrangers, LEtr, RS 142.20) ou d'établissement (art. 34 LEtr) valable.
- Le garant s'engage pour un maximum de dix personnes entrant ensemble sur le territoire Suisse et quittant ce dernier ensemble (art. 8, al. 5, OEV).
- En signant cette déclaration de prise en charge, le garant s'engage à assumer les frais non couverts à charge de la collectivité ou de fournisseurs privés de prestations médicales pendant le séjour de l'étranger, soit les frais de subsistance, frais de maladie et d'accident compris, ainsi que les frais de retour (art. 8, al. 1, OEV), au sens d'une reconnaissance de dette irrévocable fixée à 30 000 francs.
- La prise en charge commence à la date de l'octroi du visa ou de l'entrée (déclaration de prise en charge à la frontière) et prend fin lorsque l'étranger quitte la Suisse, mais au plus tard douze mois après son entrée. Le remboursement des frais non couverts survenus durant cette période peut être exigé pendant cinq ans à compter de la naissance de ces frais (art. 8, al. 3, 3bis et 4 OEV).
- En vue de vérifier l'identité et les informations données, les autorités compétentes peuvent exiger notamment les documents suivants :
 - pièces d'identité et livrets pour étrangers;
 - extraits du registre des poursuites pour dettes et faillites;
 - décomptes du salaire;
 - justificatifs bancaires;
 - taxations fiscales.
- Le garant prend acte du fait que les autorités compétentes peuvent consulter les registres des poursuites et des impôts et se renseigner auprès des autorités de police (art. 9 OEV).
- Un préavis positif des autorités cantonales concernant la déclaration de prise en charge ne confère aucun droit à la délivrance d'un visa.
- Aucune voie de recours n'existe suite à un préavis négatif des autorités cantonales compétentes concernant la présente déclaration de prise en charge. Seul le refus de délivrer un visa par la représentation peut faire l'objet d'une opposition écrite, dans un délai de 30 jours à compter de sa notification, auprès du Secrétariat d'Etat aux migrations, Quellenweg 6, CH-3003 Berne-Wabern (art. 6, par. 2bis, LEtr). Lorsqu'un étranger n'est pas soumis à l'obligation du visa et qu'il n'est pas citoyen d'un Etat membre de l'AELE ou de l'UE, une déclaration de prise en charge peut être exigée par les autorités à la frontière (art. 7, al. 2, OEV). La prise en charge est alors valable pendant douze mois (art. 8, al. 3bis, OEV par analogie).

5. Indications concernant l'assurance médicale de voyage

- Indépendamment de la procédure de prise en charge, le demandeur de visa doit prouver qu'il est titulaire d'une assurance médicale de voyage adéquate et valide (art. 10, al. 1 OEV). La représentation renonce à exiger l'assurance médicale de voyage lorsque l'hôte ou le garant en Suisse a souscrit une telle assurance au nom du demandeur de visa.
- L'assurance doit couvrir les éventuels frais de rapatriement pour raisons médicales, de soins médicaux d'urgence et/ou de soins hospitaliers urgents. La couverture minimale de ces frais doit être de 30'000 €.

6. Transmission des données personnelles à des tiers

- En connaissance de cause, je consens à ce que les données personnelles me concernant qui figurent dans le présent formulaire de déclaration de prise en charge soient communiquées aux tiers auxquels les prestations dues par le titulaire du visa n'ont pas été remboursées. La déclaration de prise en charge englobe les frais non couverts à la charge de la collectivité ou de fournisseurs privés de prestations médicales pendant le séjour de l'étranger, soit les frais de subsistance, frais de maladie et d'accident compris, ainsi que les frais de retour (art. 8, al. 1 OEV). Le terme de tiers comprend, entre autres, les autorités fédérales, cantonales ou communales, les institutions de droit public, et les fournisseurs privés de prestations médicales.

Le formulaire signé sera envoyé en vue d'un contrôle aux autorités cantonales ou communales compétentes en matière de migration. La représentation suisse sera informée du résultat de ce contrôle. Pour tout renseignement supplémentaire, prière de s'adresser aux autorités cantonales compétentes en matière de migration ou au Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) [Tél. +41 58 465 11 11].



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Représentation suisse / Autorité compétente en matière de migration / Organe de contrôle à la frontière

N° ORBIS 4
N° ORBIS 5
N° ORBIS 6
N° ORBIS 7

N° ORBIS 8
N° ORBIS 9
N° ORBIS 10

Timbre

Feuillet additionnel

Déclaration de prise en charge (articles 7, 8 et 9 de l'Ordonnance sur l'entrée et l'octroi des visas, OEV, RS 142.204)

Veuillez lire attentivement les instructions. Utiliser un stylo à bille bleu ou noir et écrire en lettres majuscules.

1. Visiteur/s (bénéficiaire/s de la garantie)		A remplir par la (les) personne(s) invitée(s)		
Nom :	4	5	6	7
Prénom(s) :	4	5	6	7
Date de naissance (Jour/mois/année) :	4	5	6	7
Nationalité(s) :	4	5	6	7
N° de passeport :	4	5	6	7
Rue, n° :	4.....	5.....	6.....	7.....
Lieu / Pays :	4	5	6	7
Nom :	8	9	10	
Prénom(s) :	8	9	10	
Date de naissance (Jour/mois/année) :	8	9	10	
Nationalité(s) :	8	9	10	
N° de passeport :	8	9	10	
Rue, n° :	8.....	9.....	10.....	
Lieu / Pays :	8	9	10	

2. Garant/e

Nom :

Prénom :

Le/la garant/e :

Lieu :

Date :

Signature :

Le/la conjoint/e :

Le/la partenaire enregistré/e :

Lieu :

Date :

Signature :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerische Vertretung / Migrationsbehörde / Grenzposten

N° ORBIS 1
N° ORBIS 2
N° ORBIS 3

Eine durch den Garanten im Namen des Besuchers abgeschlossene Reisekrankenversicherung wird verlangt
 Ja Nein

Stempel

Verpflichtungserklärung (Artikel 7, 8 und 9 der Verordnung über die Einreise und die Visumerteilung, VEV, RS 142.204)

Bitte Hinweise auf der folgenden Seite lesen. Bitte blauen oder schwarzen Kugelschreiber verwenden und in **Blockschrift** ausfüllen.

1. Besucher/in* (Garantienehmer/in)		Durch die eingeladene(n) Person(en) auszufüllen	
Name :	1	2	3
Vorname(n) :	1	2	3
Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr) :	1	2	3
Nationalität(en) :	1	2	3
Pass-Nr.:	1	2	3
Strasse, Nr. :	1.....	2.....	3.....
Wohnort / Land :	1	2	3

Aufenthalt geplant vonbis, entsprichtTagen.

*Für Familien oder Gruppen mit mehr als drei Personen, aber maximal zehn Personen, werden die Daten der anderen Besucher/innen auf dem für diesen Fall vorgesehenen Zusatzblatt eingetragen.

2. Garant/in		Durch die eingeladene(n) Person(en) auszufüllen und durch den/die Garant/in zu ergänzen		
Name :	Vorname :	Geburtsdatum :		
Nationalität(en) :	Aufenthaltstitel :	<input type="checkbox"/> B	<input type="checkbox"/> C	ZEMIS-Nr. :
Strasse, Nr. :	PLZ, Ort :			
Erklärung des/der Garanten/in: Ich verpflichte mich / Wir verpflichten uns unwiderruflich, bis zu einem Betrag von 30'000 Schweizer Franken sämtliche ungedeckten Kosten für den Lebensunterhalt (einschliesslich Unfall, Krankheit und Rückreise) zu übernehmen, die den zuständigen Behörden des Bundes, der Kantone oder der Gemeinden sowie privaten Erbringern von medizinischen Dienstleistungen durch den Aufenthalt der oben unter Ziffer 1 aufgeführten Person(en) entstehen. Ich bin / Wir sind mit den auf der folgenden Seite dieses Formulars aufgeführten weiteren Bedingungen einverstanden.				
Der Garant / Die Garantin :	Ort :	Datum :	Unterschrift :	
<input type="checkbox"/> Der Ehegatte / Die Ehegattin :				
Der/Die eingetragene Partner/in :	Ort :	Datum :	Unterschrift :	

3. Stellungnahme der zuständigen kantonalen oder kommunalen Amtsstelle

Die zuständige Amtsstelle erklärt, dass nach ihrer Einschätzung der/die Garant/in in der Lage ist, den eingegangenen finanziellen Verpflichtungen nachzukommen:

Ja Nein

Für den Fall, dass der Abschluss einer Reisekrankenversicherung, unterzeichnet durch den Garanten, lautend auf den Namen der gesuchstellenden Person, vorliegt (s. Rubrik oben rechts), erklärt die zuständige Behörde, dass die Reisekrankenversicherung i. S. v. Art. 10 Abs. 1 VEV zweckmässig ist:

Ja Nein

Bemerkungen:

Unterschrift und Stempel :

Die Verpflichtungserklärung ist nur gültig mit Amtsstempel und Unterschrift der zuständigen kantonalen oder kommunalen Amtsstelle oder eines Grenzpostens.

4. Umfang der Verpflichtung und wichtige Hinweise

- Die für die Visumerteilung zuständige Behörde kann zur Kontrolle der Einreisevoraussetzungen und der Aufenthaltsumstände einer Ausländerin oder eines Ausländers die unterzeichnete Verpflichtungserklärung einer solventen natürlichen oder im Handelsregister eingetragenen juristischen Person (Garantin) in der Schweiz verlangen. Diese Verpflichtung kann nur von Bürgerinnen und Bürgern der Schweiz oder des Fürstentums Liechtenstein, welche in einem der beiden Staaten wohnen oder Ausländerinnen und Ausländern mit einer gültigen Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung abgegeben werden (Art. 33 und 34 des Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, AuG, SR 142.20).
- Der Garant bzw. die Garantin kann sich pro Verpflichtungserklärung für höchstens zehn gemeinsam ein- und ausreisende Personen verpflichten (Art. 8 Abs. 5 VEV).
- Mit Unterzeichnung dieser Erklärung verpflichtet sich der Garant oder die Garantin, im Sinn einer unwiderruflichen Schuldnerkennung bis zu einem Betrag von 30'000 Schweizer Franken sämtliche ungedeckten Kosten für den Lebensunterhalt, einschliesslich Unfall und Krankheit sowie die Rückreise zu übernehmen, die dem Gemeinwesen oder privaten Erbringern von medizinischen Dienstleistungen durch den Aufenthalt der Ausländerin oder des Ausländers entstehen (Art. 8 Abs. 1 VEV).
- Die Verpflichtung wird mit dem Datum der Visumausstellung oder der Einreise (Verpflichtungserklärung an der Grenze) wirksam und endet mit der Ausreise der Ausländerin oder des Ausländers aus der Schweiz, jedoch spätestens zwölf Monate nach der Einreise. Die in diesem Zeitraum entstandenen ungedeckten Kosten können während fünf Jahren nach ihrer Entstehung geltend gemacht werden (Art. 8 Abs. 3, 3bis und 4 VEV).
- Die zuständigen Behörden können zur Identitätsprüfung und zur Überprüfung der Angaben insbesondere die folgenden Unterlagen verlangen:
 - Identitäts- und Ausländerausweise;
 - Auszüge aus dem Betreibungs- und Konkursregister;
 - Lohnabrechnungen;
 - Bankkontoauszüge;
 - Steuereinschätzung.
- Der Garant bzw. die Garantin ermächtigt die zuständigen Behörden, bei den Betreibungs- und Steuerregistern sowie bei Polizeibehörden sachdienliche Auskünfte einzuholen (Art. 9 VEV).
- Eine positive Stellungnahme der kantonalen Behörden zur Verpflichtungserklärung verleiht keinen Anspruch auf die Visumerteilung.
- Gegen eine negative Stellungnahme der zuständigen kantonalen Behörden zu dieser Verpflichtungserklärung kann keine Beschwerde erhoben werden. Nur gegen die Visumverweigerung der Auslandvertretung kann innerhalb von 30 Tagen beim Staatssekretariat für Migration, Quellenweg 6, CH-3003 Bern-Wabern schriftlich Einsprache erhoben werden (Art. 6 Abs. 2bis AuG). Bei nicht visumpflichtigen Ausländerinnen und Ausländern, die nicht Angehörige eines EFTA- oder EU-Staates sind, können die Grenzbehörden eine Verpflichtungserklärung verlangen (Art. 7 Abs. 2 VEV). Die Verpflichtung gilt dann für zwölf Monate (in Analogie zu Art. 8 Abs. 3bis VEV).

5. Hinweise zur Reisekrankenversicherung

- Unabhängig vom Verfahren der Verpflichtungserklärung muss die visumgesuchstellende Person nachweisen, dass sie Inhaberin einer zweckmässigen und gültigen Reisekrankenversicherung ist (Art. 10 Abs. 1 VEV). Die Vertretung verzichtet auf den Abschluss einer Reisekrankenversicherung, wenn die gastgebende Person oder der Garant in der Schweiz eine Reisekrankenversicherung im Namen der gesuchstellenden Person unterzeichnet hat.
- Die Reisekrankenversicherung muss allfällige Kosten eines Rücktransports ins Herkunftsland aus medizinischen Gründen, die Kosten einer medizinischen Behandlung und/oder dringender Spitalbehandlungen decken. Die Minimaldeckung dieser Kosten ist € 30'000.-.

6. Weitergabe von persönlichen Daten an Dritte

- In Kenntnis der Sachlage willige ich ein, dass Daten, welche ich in der Verpflichtungserklärung über meine Person angegeben habe, an Dritte weitergegeben werden dürfen. Es handelt sich dabei um Dritte, denen der Visuminhaber nicht erstattete Beträge schuldet. Die Verpflichtungserklärung umfasst nicht gedeckte Kosten, welche der Öffentlichkeit oder privaten Leistungserbringern während des Aufenthalts des Visuminhabers anfallen. Darunter fallen Unterhaltskosten inklusive Kosten für Krankheit oder Unfall sowie die Kosten für die Rückkehr (Art. 8 Abs. 1 VEV). Der Begriff "Dritte" beinhaltet unter anderem die Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden, Institutionen des öffentlichen Rechts und private Leistungserbringer.

Das unterzeichnete Formular ist zur Kontrolle an die zuständige kantonale oder kommunale Migrationsbehörde weiterzuleiten. Die schweizerische Vertretung wird über das Ergebnis der Kontrolle orientiert. Auskünfte erteilen die kantonalen Migrationsbehörden und das Staatssekretariat für Migration (SEM) [Tel. +41 58 465 11 11].



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerische Vertretung / Migrationsbehörde / Grenzposten
N° ORBIS 4
N° ORBIS 5
N° ORBIS 6
N° ORBIS 7
N° ORBIS 8
N° ORBIS 9
N° ORBIS 10

Stempel

Zusatzblatt

Verpflichtungserklärung (Artikel 7, 8 und 9 der Verordnung über die Einreise und die Visumerteilung, VEV,RS 142.204)

Bitte Hinweise sorgfältig lesen. Bitte blauen oder schwarzen Kugelschreiber verwenden und in **Blockschrift** ausfüllen.

1. Besucher/in (Garantienehmer/in)		Durch die eingeladene(n) Person(en) auszufüllen		
Name :	4	5	6	7
Vorname(n) :	4	5	6	7
Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr) :	4	5	6	7
Nationalität(en) :	4	5	6	7
Pass-Nr. :	4	5	6	7
Strasse, Nr. :	4.....	5.....	6.....	7.....
Wohnort / Land :	4	5	6	7
Name :	8	9	10	
Vorname(en) :	8	9	10	
Geburtsdatum (Tag/Monat/Jahr) :	8	9	10	
Nationalität(en) :	8	9	10	
Pass-Nr. :	8	9	10	
Strasse, Nr. :	8.....	9.....	10.....	
Wohnort / Land :	8	9	10	

2. Garant/in

Name :	Vorname :		
Der Garant/die Garantin :	Ort :	Datum :	Unterschrift :
<input type="checkbox"/> Der Ehegatte/Die Ehegattin :			
<input type="checkbox"/> Der/Die eingetragene Partner/in :	Ort :	Datum :	Unterschrift :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rappresentanza svizzera / Autorità competente in materia di migrazione / Organo di controllo alla frontiera
N. ORBIS 1
N. ORBIS 2
N. ORBIS 3

È richiesta un'assicurazione sanitaria di viaggio stipulata dal garante a nome del visitatore
 Sì No

Timbro

Dichiarazione di garanzia (art. 7, 8 e 9 dell'ordinanza concernente l'entrata e il rilascio del visto, OEV, RS 142.204)

Pregasi di leggere dapprima le istruzioni sul retro e di completare il modulo in stampatello con una penna a sfera blu o nera.

1. Visitatore/i* (beneficiari[o] della garanzia)		Questa parte dev'essere compilata dalla(e) persona(e) invitata(e)	
Cognome/i:	1	2	3
Nome/i:	1	2	3
Data di nascita (giorno/mese/anno):	1	2	3
Nazionalità:	1	2	3
N. del passaporto:	1	2	3
Via, n.:	1.....	2.....	3.....
Luogo di residenza / Paese:	1	2	3

Seggiorno previsto dal al, ossia giorni.

*Per le famiglie o i gruppi di oltre 3 persone ma al massimo 10 persone, pregasi di indicare i dati degli altri visitatori sull'apposito foglio aggiuntivo.

2. Garante		Questa parte d'essere compilata dalla(e) persona(e) invitata(e) nonché completata e firmata dal garante		
Cognome:	Nome:	Data di nascita:		
Nazionalità:	Titolo di soggiorno:	<input type="checkbox"/> B	<input type="checkbox"/> C	N. SIMIC:
Via, n.:	NAP, Località:			
Dichiarazione del garante: Io sottoscritto (noi sottoscritti) mi impegno (ci impegniamo) irrevocabilmente a rimborsare fino a un importo di 30 000 franchi svizzeri le spese scoperte per il sostentamento (inclusi infortunio e malattia, nonché per il rimpatrio) occasionate alle competenti autorità federali, cantonali o comunali nonché a fornitori privati di prestazioni mediche dal soggiorno della(e) persona(e) indicata(e) alla cifra 1. Accetto (accettiamo) inoltre le ulteriori condizioni elencate alla pagina seguente del presente modulo.				
Il garante:	Luogo:	Data:	Firma:	
<input type="checkbox"/> Il coniuge: <input type="checkbox"/> Il partner registrato:	Luogo:	Data:	Firma:	

3. Preavviso dell'ufficio cantonale o comunale competente

L'ufficio cantonale competente dichiara che, a suo giudizio, il garante è in grado di adempiere agli obblighi finanziari assunti:

Sì No

Qualora il garante abbia stipulato un'assicurazione sanitaria di viaggio a nome del richiedente (cfr. rubrica in alto a destra): la competente autorità dichiara che l'assicurazione sanitaria di viaggio è adeguata ai sensi dell'articolo 10 capoverso 1 OEV:

Sì No

Osservazioni:

Firma e timbro:

La dichiarazione di garanzia è valida unicamente se munita del timbro ufficiale e della firma dell'ufficio cantonale o comunale competente o di un organo di controllo alla frontiera.

4. Portata della dichiarazione di garanzia e indicazioni importanti

- Per il controllo delle condizioni d'entrata e delle circostanze del soggiorno di uno straniero, l'autorità competente per il rilascio del visto può richiedere la dichiarazione di garanzia firmata da una persona solvibile fisica o giuridica iscritta nel registro di commercio (garante) in Svizzera. Possono prestare garanzia unicamente i cittadini svizzeri o del Principato del Liechtenstein che risiedono in uno dei due Stati o gli stranieri titolari di un permesso di dimora (art. 33 della legge federale sugli stranieri, LStr, RS 142.20) o di domicilio valido (art. 34 LStr).
- Per ogni dichiarazione di garanzia, il garante può impegnarsi per un massimo di 10 persone che entrano o escono in gruppo (art. 8 cpv. 5 OEV).
- Firmando tale dichiarazione di garanzia, il garante si impegna irrevocabilmente, a mo' di riconoscimento di debito, a rimborsare fino ad un importo di 30 000 franchi le spese scoperte per il sostentamento, inclusi l'infortunio e la malattia, nonché per il rimpatrio, occasionate alla comunità o a fornitori privati di prestazioni mediche dal soggiorno dello straniero (art. 8 cpv. 1 OEV).
- L'obbligo ha effetto a partire dalla data di rilascio del visto o dell'entrata (dichiarazione di garanzia alla frontiera) e si estingue con la partenza dello straniero dalla Svizzera, al più tardi però 12 mesi dopo l'entrata. Le spese scoperte occasionate durante tale periodo possono essere fatte valere per i cinque anni successivi al loro insorgere (art. 8 cpv. 3, 3^{bis} e 4 OEV).
- Per accettare l'identità e verificare i dati forniti, le autorità competenti possono esigere segnatamente i seguenti attestati:
 - documenti d'identità e carte di soggiorno;
 - estratti del casellario giudiziale e dell'ufficio delle esecuzioni;
 - conteggio del salario;
 - estratti dei conti in banca;
 - estimazione dell'imponibile.
- Il garante autorizza le autorità competenti a raccogliere pertinenti informazioni presso i registri d'esecuzione e fiscali nonché presso le autorità di polizia (art. 9 OEV).
- Un preavviso favorevole delle autorità cantonali concernente la dichiarazione di garanzia non conferisce il diritto al rilascio del visto.
- Il preavviso negativo della competente autorità cantonale concernente la dichiarazione di garanzia non è impugnabile. È possibile fare opposizione scritta soltanto contro il rifiuto della rappresentanza di rilasciare il visto. L'opposizione va presentata, entro 30 giorni dalla notifica del rifiuto, alla Segreteria di Stato della migrazione, Quellenweg 6, CH-3003 Berna-Wabern (art. 6 cpv. 2^{bis} LStr). Nel caso di stranieri non soggiacenti all'obbligo del visto e non cittadini di Stati dell'AELS o dell'UE, gli organi di controllo alla frontiera possono richiedere la dichiarazione di garanzia (art. 7 cpv. 2 OEV). L'obbligo finanziario di tale dichiarazione di garanzia vige per 12 mesi (per analogia all'art. 7 cpv. 2 OEV).

5. Indicazioni relative all'assicurazione sanitaria di viaggio

- A prescindere dalla procedura di dichiarazione di garanzia, la persona che richiede il visto deve dimostrare di essere titolare di un'assicurazione sanitaria di viaggio adeguata e valida (art. 10 cpv. 1 OEV). La rappresentanza rinuncia a esigere la stipula di un'assicurazione sanitaria di viaggio se l'ospite o il garante in Svizzera ha già stipulato un'assicurazione di viaggio a nome del richiedente.
- L'assicurazione sanitaria di viaggio deve coprire eventuali spese di rimpatrio per motivi medici, di soccorso medico o di cure ospedaliere d'emergenza. La copertura minima è di 30 000 euro.

6. Comunicazione di dati personali a terzi

- Conoscendo appieno lo stato delle cose, acconsento a che i dati personali che mi concernono, figuranti nel presente modulo di dichiarazione di garanzia, siano comunicati ai terzi cui le prestazioni dovute dal titolare del visto non sono state rimborsate. La dichiarazione di garanzia copre le spese per il sostentamento e il ritorno, comprese quelle per infortunio e malattia, che il soggiorno dello straniero cagiona alla comunità e ai fornitori privati di prestazioni mediche (art. 8 cpv. 1 OEV). Per terzi s'intendono tra gli altri le autorità federali, cantonali o comunali, le istituzioni di diritto pubblico e i fornitori privati di prestazioni.

Il modulo firmato va inviato per il controllo all'autorità cantonale o comunale competente in materia di stranieri. La rappresentanza all'estero è informata dell'esito del controllo. Le autorità cantonali competenti in materia di stranieri e alla Segreteria di Stato della migrazione (SEM) [tel. +41 58 465 11 11] sono a vostra disposizione per eventuali informazioni supplementari.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rappresentanza svizzera / Autorità competente in materia di migrazione / Organo di controllo alla frontiera
N. ORBIS 4 N. ORBIS 8
N. ORBIS 5 N. ORBIS 9
N. ORBIS 6 N. ORBIS 10
N. ORBIS 7

Foglio aggiuntivo

Dichiarazione di garanzia (art. 7, 8 e 9 dell'ordinanza concernente l'entrata e il rilascio del visto, OEV, RS 142.204)

Pregasi di leggere dapprima le istruzioni sul retro e di completare il modulo **in stampatello** con una penna a sfera blu o nera.

1. Visitatore/i* (beneficiari[o] della garanzia)		Questa parte dev'essere compilata dalla(e) persona(e) invitata(e)		
Cognome/i:	4	5	6	7
Nome/i:	4	5	6	7
Data di nascita (giorno/mese/anno):	4	5	6	7
Nazionalità:	4	5	6	7
N. del passaporto:	4	5	6	7
Via, n.:	4.....	5.....	6.....	7.....
Luogo di residenza / Paese:	4	5	6	7
Cognome/i:	8	9	10	
Nome/i:	8	9	10	
Data di nascita (giorno/mese/anno):	8	9	10	
Nazionalità:	8	9	10	
N. del passaporto:	8	9	10	
Via, n.:	8.....	9.....	10.....	
Luogo di residenza / Paese:	8	9	10	

2. Garante

Cognome:

Nome:

Il garante:

Luogo:

Data:

Firma:

Il coniuge:

Il partner registrato:

Luogo:

Data:

Firma: